

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/N/114/BLZ

2 juillet 2004

(04-2847)

Comité des subventions et des  
mesures compensatoires

Original: anglais

## SUBVENTIONS

Prorogation au titre de l'article 27.4 de l'Accord SMC de la période de transition  
pour l'élimination des subventions à l'exportation conformément  
aux procédures énoncées dans le document G/SCM/39

Notification de mise à jour

BELIZE

La communication ci-après, datée du 29 juin 2004, est distribuée à la demande du Ministère du commerce extérieur du Belize.

---

On trouvera ci-après la demande de prorogation et la notification de mise à jour du Belize concernant les programmes au titre desquels une prorogation lui a été accordée jusqu'au 31 décembre 2004, conformément aux procédures prévues en application de l'article 27.4 de l'Accord SMC et qui sont énoncées dans le document G/SCM/39. Les programmes pour lesquels des prorogations sont demandées sont les suivants:

Programme établi en vertu de la Loi sur les incitations fiscales  
Programme établi en vertu de la Loi sur les zones franches industrielles  
Programme établi en vertu de la Loi sur les zones franches commerciales

La présente demande tient compte des besoins du Belize en matière d'économie, de finances et de développement.

## **Section A: Programme d'incitations fiscales**

### **1. Description du programme**

Le Programme d'incitations fiscales est conçu pour favoriser le développement économique sous tous ses aspects grâce à des investissements dans la production de biens et de services, en particulier de cultures non traditionnelles et de produits à valeur ajoutée, tant à des fins de consommation intérieure que pour l'exportation. Le programme prévoit l'octroi à des investisseurs, étrangers et locaux, d'incitations fiscales revêtant la forme d'exonérations totales ou partielles de droits d'importation et de taxes intérieures. Le programme est actuellement administré par Belize Trade and Investment Development Services (BELTRAIDE), dans le cadre de la Loi sur les incitations fiscales.

### **2. Période sur laquelle porte la notification**

De juillet 2003 à juin 2004.

### **3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Le principal objectif est toujours d'attirer au Belize des investissements étrangers directs, ainsi que de mobiliser les investissements intérieurs, de générer des recettes en devises et de créer des débouchés en matière d'emploi.

### **4. Fondement et législation**

Loi sur les incitations fiscales, chapitre 54 des lois du Belize, édition révisée de 2000. Modification du Texte réglementaire n° 45 de 2002.

### **5. Forme de la subvention**

La subvention revêt la forme d'exonérations fiscales revêtant la forme d'exemptions totales ou partielles du paiement des droits à l'importation et des taxes intérieures pendant une période déterminée. La taxe intérieure pertinente est le droit pour le remplacement des recettes.

### **6. À qui et comment la subvention est accordée**

Les sociétés qui satisfaisaient aux critères fixés par la loi en matière d'investissements avant que n'intervienne la modification de 2002 (dispositions du Texte réglementaire n° 45 de 2002) bénéficient toujours des allègements fiscaux, mais dans des conditions plus restreintes et d'une manière mieux motivée que ce n'était le cas précédemment. Les sociétés remplissant les conditions voulues pour bénéficier des avantages prévus en vertu des dispositions applicables aux petites et moyennes entreprises se voient expressément refuser le droit de demander des allègements fiscaux (article 21:1 3) du Texte réglementaire n° 45).

### **7. Montant unitaire de la subvention**

Étant donné la nature et la portée du programme, il n'existe pas de statistiques disponibles indiquant le montant unitaire de la subvention. Par ailleurs, aucun poste du budget annuel ne permet de déterminer le montant des fonds affectés au financement de cette forme d'avantage accordé aux entreprises agréées.

### **8. Durée de la subvention**

Comme on l'a indiqué précédemment, ces exonérations fiscales sont habituellement octroyées en fonction de la nature de l'entreprise mais peuvent porter sur une période de 15 ans en premier lieu, avec possibilité d'obtenir une prorogation pour une période supplémentaire d'une durée maximale de dix ans. Toutefois, les allègements octroyés au titre des nouvelles dispositions relatives aux petites et moyennes entreprises sont valables pour une durée de deux ans, sous réserve d'une prorogation d'une durée maximale de cinq ans. Dans le cas des entreprises se consacrant à l'agriculture, à l'agro-industrie, à l'industrie alimentaire, à l'aquaculture ou à l'industrie manufacturière, dont les activités nécessitent une main-d'œuvre abondante et dont la production est strictement destinée à l'exportation, l'exonération de droits peut être octroyée pour une période maximale de 25 ans.

#### 9. Données statistiques sur l'incidence du programme

Ces données ne sont pas collectées pour le moment.

### **Section B: Programme des zones franches industrielles**

#### 1. Description du programme

Le programme des zones franches industrielles (ZFI) est un programme d'incitation visant à attirer des investissements dans les secteurs manufacturiers non traditionnels en vue de renforcer les capacités d'offre à l'exportation compte tenu du déficit persistant et croissant qu'accuse actuellement le commerce de marchandises du Belize. Ce programme vise la production et l'exportation de produits et de services. Les subventions revêtent la forme d'exonérations totales de droits d'importation et de taxes intérieures.

L'administration du programme relève du Ministère des finances (des recettes) par l'intermédiaire du Comité des zones franches industrielles (CZFI), qui supervise également l'exécution du programme ZFI. Le Ministère des finances (des recettes) est chargé de l'administration courante de ce programme.

On dénombre au total 112 ZFI se répartissant en ZFI promoteurs, ZFI spéciales ou ZFI entreprises. L'appellation "ZFI spéciale" désigne les activités regroupées en une entreprise unique, implantée en un site quelconque du pays autre qu'une ZFI promoteur. La plupart des ZFI entreprises qui comprennent toutes les sociétés situées dans une ZFI promoteur déjà constituée opèrent dans le secteur des services. Le nombre total de ZFI entreprises agréées est indiqué ci-après.

#### **Sociétés relevant du programme des ZFI au Belize**

Catégorie de ZFI		Nombre
ZFI promoteurs		7
ZFI spéciales		37
ZFI entreprises		68
Catégorie ZFI spéciales et ZFI entreprises	Secteur	
a. Technologies de l'information	Services	60
b. Élevage de crevettes	Aquaculture	18
c. Pisciculture	Aquaculture	2
d. Vêtements	Industrie manufacturière	3
e. Transformation des fruits et légumes	Agroalimentaire	9
f. Dalles et carreaux en pierre	Industrie manufacturière	1
g. Placages et miel	Foresterie	1
h. Pièces en bois pour instruments de musique	Industrie manufacturière	1
i. Production de films	Services	1

j. Enseignement médical	Services	2
k. Hôtels et casinos	Services	4
l. Promoteurs	Services	7

2. Période sur laquelle porte la notification

De juillet 2003 à juin 2004.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le programme des zones franches industrielles a principalement pour objectif d'attirer de nouveaux investissements dans les secteurs productifs de l'économie nationale, et plus particulièrement dans le secteur manufacturier, de manière à augmenter le nombre des produits d'exportation et les capacités globales d'offre à l'exportation, à créer des emplois et à permettre le transfert de compétences.

4. Fondement et législation

Loi sur les zones franches industrielles de 1990. En janvier 2004, une loi portant modification de la Loi sur les zones franches industrielles, chapitre 280, édition révisée de 2000, a été instaurée. On trouvera en annexe une copie de cette loi.

5. Forme de la subvention

Aux fins de l'Accord SMC de l'OMC, les subventions applicables sont des exonérations, totales ou partielles, des droits à l'importation et des taxes intérieures. Cela reste le cas.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Les avantages (y compris les subventions) que prévoit le programme s'adressent aux promoteurs et aux entreprises de ZFI, qui peuvent être des investisseurs tant nationaux qu'étrangers. Le CZFI détermine le promoteur de chaque ZFI, et ce promoteur a droit à toutes les exonérations de droits d'importation, de taxes, de licences, etc., que prévoit le programme. N'importe quelle partie privée ou publique peut établir une entreprise de ZFI sur un terrain qu'elle possède ou qu'elle a loué à l'intérieur de la zone, à la condition d'avoir demandé et obtenu du CZFI un certificat de conformité. Toutes les demandes doivent être soumises au CZFI, qui est constitué de représentants des Ministères responsables du commerce, du travail, du développement économique et des finances, ainsi que de représentants de la Chambre de commerce et d'industrie du Belize, du secteur des petites entreprises, des promoteurs de ZFI et d'entreprises de ZFI, et de deux représentants du secteur industriel dont les connaissances et l'expérience sont appropriées.

Toutes les conditions prévues pour l'octroi des avantages au titre de ce programme demeurent inchangées depuis la notification de 2003.

7. Montant unitaire de la subvention

La nature et la portée des programmes font qu'il n'existe pas de statistiques disponibles pour indiquer le montant unitaire de la subvention. Par ailleurs, aucun poste du budget annuel ne permet de déterminer le montant des fonds affectés au financement de cette forme d'avantage accordé aux entreprises agréées.

8. Durée de la subvention

Comme on l'a indiqué précédemment, chaque entreprise est exonérée de l'impôt sur le revenu, de retenues d'impôt à la source, de l'impôt sur les gains en capital ou de tout nouvel impôt sur les sociétés adopté ultérieurement par le gouvernement, et ce, pendant les 20 premières années au moins. Tout dividende que paye une entreprise de ZFI est exonéré d'impôt à perpétuité.

En ce qui concerne les droits d'importation et les taxes intérieures, l'exonération s'applique tant que l'entreprise de ZFI se conforme aux prescriptions prévues, comme en atteste le certificat de conformité, et prend fin lorsque le CZFI révoque ce certificat ou à la demande de l'entreprise.

9. Données statistiques sur l'incidence du programme

**Dollars du Belize**

<b>Année</b>	<b>Exportations</b>	<b>Exportations totales du Belize</b>
2001	182 646 134	322 500 000
2002	178 159 403	316 700 000
2003	223 381 657	382 100 000

**Section C: Programme des zones franches commerciales**

1. Description du programme

L'exploitation des ZFC existantes est administrée par l'Agence de gestion des zones franches commerciales (AGZFC) et par le Ministère des finances et des recettes. L'Agence s'occupe principalement des questions liées aux activités courantes des ZFC, dont une seule a été mise en place à ce jour.

2. Période sur laquelle porte la notification

De juillet 2003 à juin 2004.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Les principaux objectifs du programme étaient d'accroître les activités de fabrication et de transformation en vue de créer de nouveaux produits destinés aux marchés d'exportation, et de créer ainsi des emplois pour des Béliziens dans les régions frontalières du pays, ainsi que de générer une nouvelle richesse pour les entreprises.

4. Fondement et législation

Le programme a débuté dans le cadre juridique de la Loi sur les zones franches commerciales de 1994. Il est actuellement mis en œuvre en vertu de la Loi sur les zones franches commerciales, chapitre 278 des lois du Belize, édition révisée de 2000.

5. Forme de la subvention

La subvention revêt la forme d'une exonération complète de tous droits et frais d'importation, ainsi que d'une exonération partielle des taxes intérieures.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Les avantages qu'offre le programme s'adressent à toutes les entreprises légalement constituées en application des lois du Belize qui demandent à être désignées comme promoteur ou entreprise de ZFC.

L'accès à la franchise de droits est facilité par l'administration douanière. Les avantages fiscaux relèvent des autorités compétentes chargées des questions relatives à l'impôt sur le revenu, aux droits d'importation et autres impôts.

7. Montant unitaire de la subvention

La nature et la portée des programmes font qu'il n'existe pas de statistiques disponibles pour indiquer le montant unitaire de la subvention. Par ailleurs, aucun poste du budget annuel ne permet de déterminer le montant des fonds affectés au financement de cette forme d'avantage accordé aux entreprises agréées.

8. Durée de la subvention

Les avantages demeurent automatiques tant que les bénéficiaires continuent d'exercer leurs activités dans la ZFC.

9. Données statistiques sur l'incidence du programme

Il n'y a pas de données disponibles.

Zones franches industrielles  
N° 2 de 2004

*En ma qualité de Gouverneur général,*  
(SIR COLVILLE N. YOUNG)

en date du 29 janvier 2004,

Je donne mon agrément à:

**UNE LOI portant modification de la Loi sur les zones franches industrielles, chapitre 280 des lois du Belize, édition révisée de 2000, de manière à renforcer le cadre réglementaire concernant les zones franches industrielles; à clarifier les dispositions relatives aux importations des entreprises de ZFI; à interdire dans les ZFI les transactions dans la monnaie du Belize et à prévoir que toutes ces transactions soient effectuées dans la monnaie des Etats-Unis; à renforcer les sanctions pour violation de la présente loi; et à traiter les questions qui y sont liées ou qui en découlent.**

*(Loi publiée au Journal officiel du 29 janvier 2004)*

*LAQUELLE LOI SERA PROMULGUÉE, sur l'avis et avec le consentement de la Chambre des représentants et du Sénat du Belize et en vertu de l'autorité qui leur est conférée, de la façon suivante:*

1. La présente loi peut être citée sous le titre Titre abrégé

**LOI DE 2004 SUR LES ZONES FRANCHES INDUSTRIELLES (MODIFICATION)**

Chapitre 180	et sera lue et interprétée comme formant un tout avec la Loi sur les zones franches industrielles, ci-après désignée la Loi principale.
Modification de l'article 2	2. L'article 2 de la Loi principale est modifié comme suit: <i>i)</i> ajout de la nouvelle définition ci-après immédiatement après le paragraphe a): "aa) on entend par "dollar" ou "\$" le dollar des Etats-Unis d'Amérique, sauf indication contraire:" <i>ii)</i> suppression du paragraphe <i>i)</i> , qui est remplacé par le paragraphe suivant: <i>i)</i> "on entend par "Ministre" le Ministre en charge des zones franches industrielles en vertu de la Constitution du Belize, le terme "Ministère" étant interprété en conséquence",
Modification de l'article 3	3. L'article 3, paragraphe I) de la Loi principale est modifié comme suit: suppression de l'alinéa <i>a)</i> , qui est remplacé par l'alinéa suivant: "a) Ministère en charge du commerce et de l'industrie".
Modification de l'article 7	4. L'article 7 de la Loi principale est modifié comme suit: <i>a)</i> au paragraphe 1), remplacement de l'expression "entreprise relevant du CZFI" par l'expression "entreprise de ZFI"; <i>b)</i> suppression du paragraphe 6), qui est remplacé par le paragraphe suivant: "6) Une entreprise de ZFI verse un loyer à un promoteur de ZFI dans la monnaie des États-unis d'Amérique."

Modification de l'article 8	<p>5. L'article 8 de la Loi principale est modifié comme suit: remplacement, au paragraphe 3), de l'expression "Le CZFI, avec l'approbation du Ministère" par l'expression "La ZFI, avec l'approbation du Ministère".</p>
Modification de l'article 9	<p>6. L'article 9 de la Loi principale est modifié comme suit:</p> <p>a) suppression du paragraphe 2), qui est remplacé par:</p> <p>b) les nouveaux paragraphes ci-après:</p> <p>"2) Conformément à la présente Loi, une entreprise de ZFI est autorisée à importer en franchise de droits de douane, de taxe de consommation, de droits d'accise, de taxe sur le chiffre d'affaires et autres taxes, la quantité de marchandises et de fournitures nécessaires à la production et au fonctionnement de l'entreprise et à cette seule fin,</p> <p>à condition:</p> <p>a) que seul le carburant nécessaire à la production d'énergie sera admis à entrer dans une ZFI en franchise de droits, pour autant qu'il ne soit pas vendu au détail; et</p> <p>b) que seuls les véhicules de service et véhicules utilitaires, ainsi que les pièces de ces véhicules, seront admis à entrer dans une ZFI en franchise de droits.</p> <p>2A) Aux fins du paragraphe 2) ci-dessus, "<b>véhicules de service et véhicules utilitaires</b>" s'entend des chariots élévateurs à fourche et des chariots à plate-forme et véhicules similaires qui doivent être utilisés exclusivement à l'intérieur de la ZFI et non en dehors de celle-ci."</p>
<p>Modification de l'article 11</p> <p>CHAPITRE 52</p> <p>CHAPITRE 272</p>	<p>7. L'article 11 de la Loi principale est modifié comme suit:</p> <p>a) au paragraphe 1), ajout de l'expression "Conformément au présent article", au début du paragraphe en question;</p> <p>b) suppression du paragraphe 4), qui est remplacé par la paragraphe suivant:</p> <p>"4) Les entreprises de ZFI sont autorisées à conserver des dépôts en devises dans des banques nationales ou étrangères situées au Belize, à condition que la Loi sur la réglementation du contrôle des changes et les règlements pris en vertu de cette loi s'appliquent à toutes les transactions en devises.";</p> <p>c) suppression du paragraphe 5), qui est remplacé par le paragraphe suivant:</p> <p>"5) Les entreprises de ZFI présentent un rapport mensuel sur tous les mouvements effectués sur leurs comptes en devises ainsi que sur tous les achats et ventes à la Banque centrale du Belize.";</p> <p>d) ajout d'un nouveau paragraphe 7):</p> <p>"7) Conformément à la présente Loi, les entreprises de ZFI effectuent toutes leurs transactions dans la monnaie des États-Unis d'Amérique et n'effectuent aucune transaction dans la monnaie du Belize.";</p> <p>e) ajout d'un nouveau paragraphe 8):</p> <p>"8) Nonobstant les dispositions de la présente loi ou de toute autre loi, aucune personne n'effectue les opérations ci-après, ni ne fournit aucun des services ci-après dans une ZFI ou à partir d'une ZFI sans une licence ou autre autorisation de l'organe de réglementation compétent en vertu des lois du Belize:</p> <p>a) activité bancaire,</p> <p>b) activité financière,</p> <p>c) services financiers internationaux, tels que définis <b>dans</b> la Loi relative à la Commission des services financiers internationaux,</p> <p>d) services de jeu sur Internet ou sur ordinateur, y compris les jeux en ligne,</p>



	<p>e) jeux,</p> <p>f) opérations de change, y compris les activités de bureau de change,</p> <p>g) services de radio et de télécommunication."</p>
<p>Modification de l'article 12</p> <p>CHAPITRE 52</p>	<p>8. L'article 12 de la Loi principale est modifié comme suit:</p> <p>a) suppression du paragraphe 3), qui est remplacé par le paragraphe suivant:</p> <p>"3) Si une entreprise de ZFI subit une perte nette globale au cours de la période d'exonération fiscale de 20 ans prévue au paragraphe 1) ci-dessus, cette perte peut être reportée et déduite des bénéfices de l'entreprise réalisés au cours des cinq années suivant la période d'exonération fiscale.";</p> <p>b) suppression du paragraphe 7), qui est remplacé par le paragraphe suivant:</p> <p>"7) Tous les achats et ventes de devises d'une entreprise de ZFI sont soumis à la réglementation sur les changes, y compris à la Loi sur la réglementation du contrôle des changes et les règlements pris en vertu de cette loi.";</p> <p>c) ajout des paragraphes 8) et 9) ci-après à la fin de cet article:</p> <p>"8) Conformément au paragraphe 1) ci-dessus, une entreprise de ZFI est tenue de payer l'impôt sur les sociétés au taux de 2 pour cent ou au taux en vigueur au moment considéré.</p> <p>9) Le Ministre peut par voie de décret publié au <i>Journal officiel</i> modifier le taux de l'impôt prévu au paragraphe 8) ci-dessus et chaque décret de ce type est soumis à une résolution de rejet."</p>
Modification de l'article 13	<p>9. L'article 13 de la Loi principale est modifié par la suppression du paragraphe 7).</p>
Modification de l'article 14	<p>10. L'article 14 de la Loi principale est modifié comme suit:</p> <p>a) suppression du paragraphe 1), qui est remplacé par le paragraphe suivant:</p> <p>"1) Tout promoteur ou entreprise de ZFI qui manque à ses obligations au titre de la présente loi ou de tout règlement pris en vertu de cette loi devra payer une amende de mille dollars au CZFI la première fois et de deux mille dollars pour toute nouvelle violation.";</p> <p>b) ajout du paragraphe 9) ci-après à la fin de cet article:</p> <p>"9) Chaque entreprise ou promoteur de ZFI doit se conformer à toutes les lois du Belize, sauf lorsque la présente loi prévoit le contraire."</p>
Modification de l'article 16	<p>11. L'article 16, paragraphe 1) de la Loi principale est modifié comme suit: suppression de l'alinéa a), qui est remplacé par l'alinéa suivant:</p> <p>"a) un avocat nommé par le Ministre. "</p>